

Abo **Lutte contre les discriminations**

«Lausanne doit être un exemple d'inclusion pour les personnes LGBTIQ+»

La Ville recrute actuellement la personne qui devra mettre en œuvre sa politique LGBTIQ+. Le municipal Pierre-Antoine Hildbrand en profite pour rappeler les ambitions municipales.

Romaric Haddou

Publié: 12.08.2022, 17h36



La politique LGBTIQ+ lausannoise est portée par le municipal de la Sécurité Pierre-Antoine Hildbrand.

KEYSTONE/LAURENT GILLIERON

La Ville de Lausanne cherche la personne capable de conduire son ambitieuse politique LGBTIQ+, dont la feuille de route a été validée au mois de mai 2022 par le Conseil communal. Le poste de chef-fe de projet, créé pour l'occasion, vient d'être mis au concours, et la Municipalité a déjà reçu quelque 80 dossiers.

La personne choisie (taux d'occupation de 60 à 100%) devra renforcer le caractère «accueillant et inclusif» de la capitale en travaillant «autour de l'espace public, des prestations fournies à la population et de l'exemplarité de la Ville en tant qu'employeuse», indique le cahier des charges. Le municipal de la Sécurité Pierre-Antoine Hildbrand développe.

Concrètement, quel sera le rôle de cette personne?

Nous avons mené une consultation pendant près de deux ans avec les associations, les partenaires extérieurs et le Canton pour déboucher sur un plan stratégique qui comprend un grand nombre de mesures. Son rôle sera de les concrétiser et d'en assurer le suivi. Ça passera aussi par la mise sur pied de groupes de travail, l'organisation d'événements, la rédaction de rapports. Ce sera très varié. Puisque c'est une politique transversale, cette personne aura aussi un rôle de coordination avec les autres services de la Ville et avec le Canton, afin que nos engagements ne doublonnent pas. Finalement, elle devra développer un réseau LGBTIQ+ solide avec les associations et les partenaires institutionnels.

Votre plan compte une vingtaine de points, de la lutte contre les discriminations à la manière dont la Ville communique en passant par le climat de travail au sein de l'administration. Quelles sont les mesures phares?

Je relève l'accent mis sur le côté sécuritaire, puisque c'est l'une de mes missions à Lausanne. Nous voulons des données statistiques sur les discriminations et les infractions pénales, sur les actions de prévention et sur les sanctions. Quantifier les problèmes permet d'agir et d'évaluer ensuite l'efficacité des politiques publiques. Un autre point concerne le positionnement de la Ville. La politique, ce sont des actes, mais aussi des symboles. Là, j'assume un message clair: Lausanne est une

ville ouverte quant à la diversité de genre, d'expression de genre, d'orientation sexuelle et affective. Elle doit être un exemple d'inclusion pour les personnes LGBTIQ+. Je ne suis pas un adepte du style déclamatoire, mais les associations m'ont dit son importance, par exemple pour les jeunes adultes, qui ont besoin d'entendre des messages de soutien. Les études montrent que les jeunes LGBT ont deux à cinq fois plus de risques de se suicider que les jeunes hétérosexuel·le·s.

«La politique, ce sont des actes, mais aussi des symboles. Là, j'assume un message clair: Lausanne est une ville ouverte quant à la diversité de genre, d'expression de genre, d'orientation sexuelle et affective.»

Pierre-Antoine Hildbrand

Un volet concerne la Ville en tant qu'employeuse. Y a-t-il des lacunes?

Nous avons mené un sondage à l'interne qui a mis au jour un ressenti et des comportements dont nous n'avions peut-être pas toujours conscience. Il y a aussi des fonctionnements différents selon les services. Il est donc impératif que notre politique RH intègre mieux les questions LGBTIQ+ et que nos cadres et responsables soient sensibilisés.

En plus du poste de chef·fe de projet, un fonds spécial de 250'000 francs (pour la législature) a été créé. À quoi servira-t-il?

À soutenir le réseau LGBTIQ+ en subventionnant des projets et des événements sur le territoire lausannois. Ça pourrait être une Pride romande comme une permanence de soutien. Nous déciderons au cas par cas, que ce soit pour des manifestations d'ampleur ou pour des petits appuis qui permettront aux structures avec peu de moyens de ne pas s'épuiser.

«Nous avons consulté les associations en amont parce que nous étions conscients que beaucoup d'éléments touchant les personnes LGBTIQ+ pouvaient nous échapper.»

Les associations conserveront-elles un rôle dans le déploiement de votre politique?

Oui, ce seront des partenaires et des relais. Nous les avons consultées en amont parce que nous étions conscients que beaucoup d'éléments touchant les personnes LGBTIQ+ pouvaient nous échapper. Pour être légitime à mener une telle politique, il faut d'abord se rendre compte de tous les enjeux. Dans le milieu professionnel, je prends l'exemple de quelqu'un qui serait gêné au moment de raconter ses vacances à ses collègues ou de poser des photos de son couple sur son bureau. Des améliorations de la vie quotidienne peuvent paraître anodines pour certaines personnes, alors qu'elles ne le sont pas du tout pour d'autres. C'est notamment ce regard, cet éclairage sur la réalité que les associations nous apportent.

Romaric Haddou est journaliste à la rubrique Vaud et régions depuis 2016. Il couvre en particulier l'actualité de la région lausannoise et contribue au suivi de l'actualité judiciaire. [Plus d'infos](#)

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

67 commentaires